Inédit: un GROUPE DE TRAVAIL SANS TRAVAIL

Nous "sortons" du Groupe de Travail carte scolaire avec l'impression que ce GT ne sert que d'alibi pour un dialogue social ! Nous ne ressortons de ce GT qu'avec un minimum d'infos. Tout est en attente, suspendu à la décision des maires des communes.

Rappel:
Blanquer, dans un élan clientéliste simpliste dont il a le secret, a dit : « Pas de fermeture en milieu rural sans l'avis des maires » et « Pas plus de 24 en GS maternelle ».
Ainsi, nous savons depuis ce mercredi 8 avril, suite au CTA, que notre département est passé de -8 postes à +1.

C'est moins pire, nous en convenons mais cela permettra-t-il l'application des 24 par classe en GS sans gonfler les effectifs des autres classes, cela permettra-t-il à l'inclusion de se faire partout dans de bonnes conditions, cela permettra-il aux remplacements d'avoir lieu, à la formation continue d'exister, aux plus de maîtres que de classes de continuer leurs missions, aux RASED de faire le travail irremplaçable de prévention ?

Le DASEN se félicite d'ailleurs de l'excellent P/E (Nombre de Professeurs pour 100 élèves) de cette année. Ce critère rend la carte scolaire parfaite. Nous ne y laissons pas prendre si le P/E est meilleur cette année que les précédentes cela ne signifie pas qu'il y aura moins d'élèves dans les classes. Le dédoublement des CP et des CE1, le chiffre de 24 élèves par GS, la ruralité de notre département conduit un déséquilibre numérique dans les autres sections. La vision de la carte scolaire doit être pour le DASEN "macro" il est certain que si nous nous y penchons d'un peu plus près de gros accrocs apparaissent

Si la crise que nous traversons met en évidence les inégalités, elle confirme les besoins de plus de service public, de mieux de service public. Elle vient redire combien ce combat ne peut être conjoncturel, ni clientéliste, sous peine de conduire à des jours plus sombres.

Nous sommes donc arrivés au GT avec nos questions précises sur les critères pour fermer, les seuils choisis, l'avenir des PDMQDC, des RASED, le nombre de TR ...

Aucune réponse, tout est suspendu aux choix qui seront faits par l'IA de fermer ou non après discussion avec les maires.

Nous pointons le risque de dérive d'un système ou seuls les élus décideraient du maintien ou non des classes dans leur commune, de soumettre l'éducation nationale, service public d'intérêt général aux désidératas politiques des potentats locaux. En effet si le travail avec les élus compte, il ne doit pas être au-dessus des instances, du travail des services de l'éducation nationale, des commissaires paritaires et des parents.

Nous pointons le risque, aussi bien avec les non fermetures en milieu rural qu'avec les GS à 24, de déshabiller Paul pour habiller Pierre.

Aucune de nos craintes n'a été levée.

L’IA s’est seulement engagé :

- ✓ A appliquer les directives ministérielles de non fermetures dans les communes rurales (mais on a compris qu’il négociait avec les maires et qu’il jouerait sur les communes qui deviendraient périurbaines et plus rurales…)
- ✓ A aboutir à 100%de GS à 24 « d’ici 2022 »
- ✓ A maintenir le dispositif PDMQDC, « partout où il pourra… »
- ✓ A maintenir les RASED (c’est heureux)
- ✓ A mettre des postes de TR (…sans plus de précision)

Aucun chiffre, aucunes données précises, pour nous permettre de faire notre travail de représentants syndicaux.

Nous n'avons pu travailler sur les situations des écoles puisque nous sommes sortis sans « champ d'ouverture ou de fermeture»

Sans critères minimum d’équité, sans seuil…

Tout est suspendu à l'avis des maires.

Nous sortons de ce GT en visio conférence avec un goût bizarre de continuité de la méthode BLANQUER : abolition du paritarisme au profit d’un monologue social.

Nous nous rapprochons des écoles susceptibles de fermer des classes selon les effectifs que nous avons, pour permettre lors du CTSD du 14 avril d’avancer les arguments contre.
N’hésitez pas, écoles susceptibles d’ouvrir, TR, RASED, PDMQDC, à nous faire parvenir vos interrogations.